

DES COMMUNS AUTOUR DE LIEUX- RESSOURCES, UN RENOUVELLEMENT DÉMOCRATIQUE DES GOUVERNANCES ?

Le SIILAB dans les Hauts de France

Présentation à l'ASRDLF

Par **Amélie Lefebvre-Chombart**, géographe
Post-doctorante chairESS
Laboratoire CLERSE (UMR 8019)
Université de Lille

Programme financé par :

INTRODUCTION

CADRE GÉNÉRAL DE LA RECHERCHE

Problématique générale de la recherche :

Quelles spécificités des initiatives en communs sur le plan de la gouvernance ?

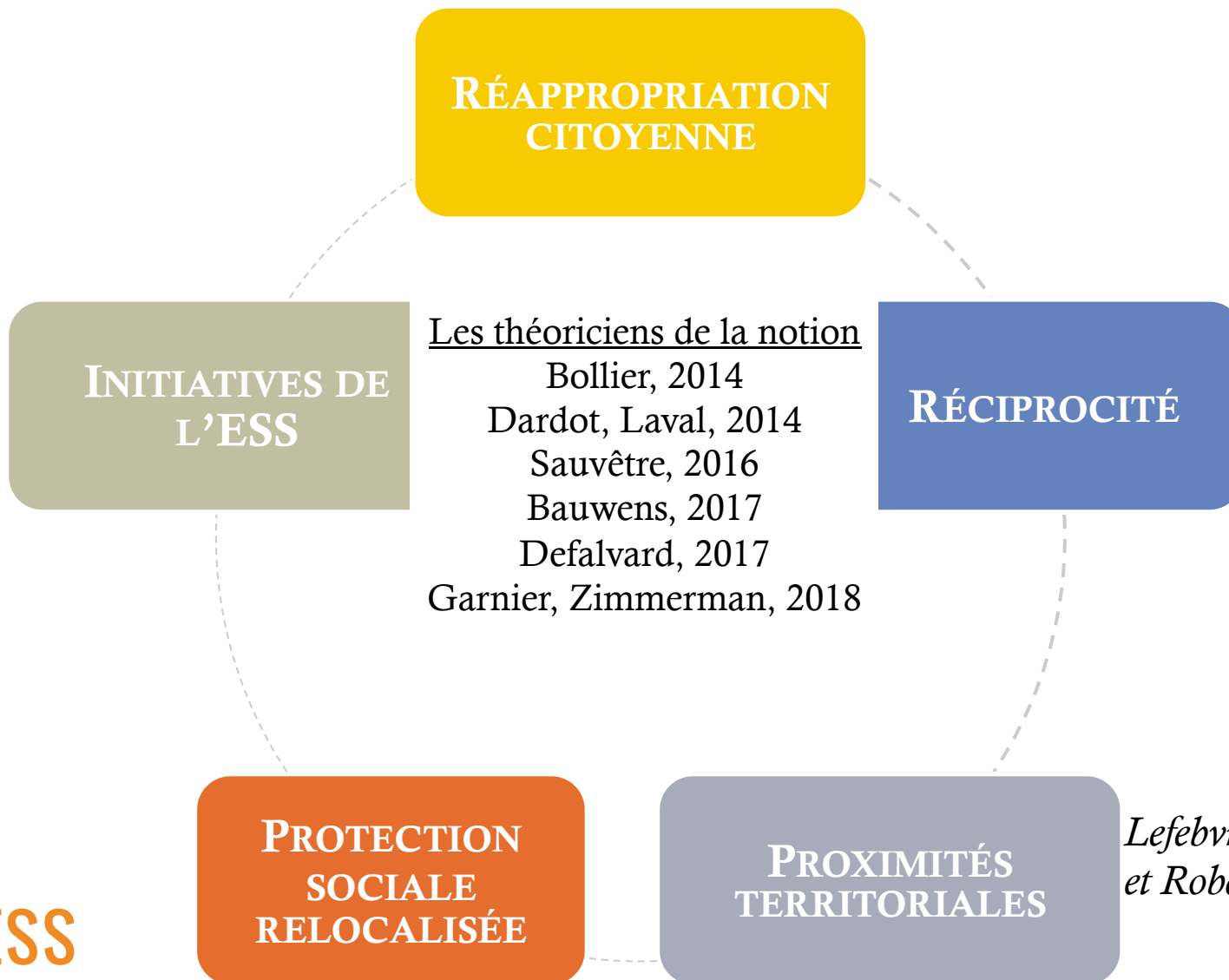
Hypothèse principale : L'appropriation des communs par l'ESS contribue à **revivifier la gouvernance démocratique de ses organisations.**

- Sous-hypothèse : Les communs sociaux singularisent des **configurations socio-spatiales de coopérations** s'articulant à différentes échelles.

2^e programme de recherche de la chairESS des Hauts de France avec trois volets : communs sociaux, économie de l'entreprendre en commun et territoires du commun

PARTIE 1 : CADRE THÉORIQUE : COMMUNS SOCIAUX, GOUVERNANCE, LIEU(X)

« COMMUN SOCIAL » : CONSTRUCTION D'UNE NOTION



« COMMUN SOCIAL » : L'APPORT DE LA CHAIRESS HDF



*Lefebvre-
Chombart et
Robert, 2018* _{5 / 17}

GOVERNANCE, LIEU ET COMMUNS

- Commun comme principe d'action politique (Dardot, Laval, 2014)
- Organisation plus inclusive : co-participation et prise de décision commune (Subirats, 2016).
- Droit à la participation et la gouvernance directe de l'action publique (Coop des Communs, 2017).
- Lieu comme forme spatiale du commun
- Lieu fragment et figure du territoire, au prisme de différentes échelles (Debarbieux, 1995)
- Double réalité de l'appropriation : propriété et adaptation (usages, pratiques)

Comment ce principe s'applique à la gouvernance des organisations socio-économiques ?

Quels effets sur la gouvernance de l'action publique ?

Le commun comme espace approprié : quelles limites et quelles spécificités des communs sociaux ?

Comment le commun participe de la construction du territoire ?

PARTIE 2 : MÉTHODES DE RECHERCHE-ACTION ET PRÉSENTATION DU TERRAIN

UN DISPOSITIF DE RECHERCHE-ACTION

- Binôme opérationnel économiste – géographe
- Encadrement :
 - Collectif territorial de recherche (Branger et al., 2015) acteurs – chercheurs et pluridisciplinaire
 - Conseil d'Administration Partenarial
- Enquête de recherche-action en cours

GRILLE D'ANALYSE

1. **Modalités de gouvernance**
2. **Production des règles en communs**
3. **Propriétés et usages** : utilisation effective des ressources mises à disposition des contributeurs. Appropriation des projets et des lieux.
4. **Pratiques innovantes** : caractère innovant des pratiques coopératives, au-delà de l'usage des ressources numériques.
5. Effets sur les **coopérations territoriales**
6. **Limites** et problèmes rencontrés : apories des modalités

TERRAIN DE RECHERCHE



- Living-lab pour l'innovation territoriale
- AAP PIA – Chef de file DRJSCS
- 16 partenaires public/privé
- Espace collaboratif numérique au service de l'ESS

PARTIE 3 : PREMIERS RÉSULTATS

UN LIEU POUR INCARNER LA RESSOURCE

Laboratoire d'innovations territoriales SIILAB

LIEU PHYSIQUE

- DRJSCS « lieu neutre » politiquement : Etat et bonnes relations partenariales
- Incarnation symbolique du projet : espace pour travailler en coopération, investir l'Etat pour participer à son ouverture (ex. contraintes accès) et à sa modernisation (mais laquelle?)

RÈGLES

- Co-construction (privé)/horizontalité (public) : ex. chartre animation
- Urgence de l'AAP : mainmise DRJSCS (plus ou moins assumée)
- Problème de positionnement de différents acteurs (informations descendantes, laisser l'Etat animer, préoccupation viabilité structure)

PROPRIÉTÉS

- Locaux DRJSCS / Usages disparates des lieux
- Outils numériques pour construction légitimité (national) – utilisation limitée → favorisent-ils « l'horizontalité » ?
- Sujets financiers restent peu discutés
- Échelon national négocié par DRJSCS

DE NOUVELLES COOPÉRATIONS DANS UN CONTEXTE TERRITORIAL SPÉCIFIQUE

Laboratoire d'innovations territoriales SIILAB

<p>LIENS PRÉEXISTANTS</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Ancrage communautaire (liens forts) mais peu de partenariats public/privé (liens faibles) - Individu interface des réseaux (rôle pivot de la technicienne DRJSCS)
<p>COLLECTIF</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Hiérarchie (consciente et assumée... à inconsciente) des partenaires - Préoccupations communauté VS intérêt général (quid de l'acteur ESS)
<p>NOUVELLES COOPÉRATIONS</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nouvelles relations partenariales - Renforcement du poids politique de Lille (cadre région HDF – loi NOTRE)
<p>POSTURES STRUCTURES</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Hétérogénéité des représentations de l'ESS en confrontation - SIILAB comme objet non identifié et difficile à qualifier - Consolidation de structures en émergence (ORVA) - Construction d'une nouvelle politique ESS (DREAL, DIRECTE, etc.)

CONCLUSION GÉNÉRALE

- **Espace structurant le commun** : Reconfiguration du socio-système régional de l'ESS au sein du SIILAB dans un contexte post-loi NOTRE (2015) et loi HAMON (2014)
- **Ephémérité du commun** : lieu ressource non immuable (matériellement) et participant d'un ensemble = non-finitude du réseau (Milgram, 1967)
- **Gouvernance commune public/privé** : Questionne les coopérations entre acteurs en région de l'ESS et leur co-participation à l'action publique (quid des places de la MEL, de la conférence régionale de l'ESS)

BIBLIOGRAPHIE

- Allienne P., Biolluz J.P., Finez L., Goguey A., Rolet F., Verfaillie B. (2007), *La longue marche de l'économie sociale et solidaire: Nord Pas-de-Calais*, Éd. Aria-Nord, Roubaix.
- Bailly, A. S. 1989. "L'imaginaire spatial. Plaidoyer pour la géographie des représentations." *Espaces Temps Géographie, état des lieux. Débat transatlantique*. n°40-41 : p 53-58.
- Bauwens M. (2015), *Sauver le monde. Vers une économie post-capitaliste avec le peer-to-peer*, Paris, Les liens qui libèrent.
- Chanteau J.-P., Labrousse A. (2013), « *L'institutionnalisme méthodologique d'Elinor Ostrom : quelques enjeux et controverses* », *Revue de la régulation*, 14/2, automne 2013.
- Chombart De Lauwe P.-H (1976), « Appropriation de l'espace et changement social », in. *Actes de La 3e Conférence Internationale de Psychologie de L'espace Construit (3rd IAPS)*. Strasbourg: P. Korosec Serfaty.
- Commons J.R. (1924), *The legal foundations of capitalism*, New York: The Macmillan Company.
- Coop des Communs (2017), « La Protection sociale française, Diagnostic et Lignes Directrices d'une réforme nécessaire », Groupe de recherche collaborative « Protection sociale, ESS et Communs » de La Coop des Communs, juillet, 11 p.
- Coriat B. (2013), « Le retour des communs. Source et origine d'un programme de recherche », *Revue de la régulation*, 14/2.
- Coriat B. (dir) (2015), *Le retour des communs, la critique de l'idéologie propriétaire*, Paris, Les liens qui libèrent, 298p.
- Dardot P., Laval C. (2014), *Commun. Essai sur la révolution au XXIe siècle*, Paris, La Découverte, 598 p..
- Dardot P., Laval P. (2016), *Ce cauchemar qui n'en finit pas. Comment le néolibéralisme a défait la démocratie*, Paris, La Découverte.
- Dictionnaire Culturel En Langue Française*. (2006). Le Robert. Paris.
- Dictionnaire de La Géographie et de L'espace Des Sociétés*. (2003). Belin.
- Debarbieux B. (1995). « Le Lieu, Fragment et symbole Du Territoire », *Espaces et Sociétés*, 1 n°80, A, p. 13-36.
- Frémont, A. 2009. *La Région, Espace Vécu*. Flammarion. Malesherbes.
- Gardin L., Laville J.-L. (2017), « L'économie solidaire », in Defourny J., Nyssens M. (dir.), *Économie sociale et solidaire : socio-économie du 3e secteur*, Deboeck ed., Louvain-la-Neuve, p. 187 – 219.
- Hardin G. (1968), « *The Tragedy of the Commons* », *Science, New Series*, Vol. 162, No. 3859, p. 1243-1248.
- Sauvêtre P. (2016), « *Les politiques du commun dans l'Europe du Sud (Grèce, Italie, Espagne). Pratiques citoyennes et restructuration du champ politique* », *Actuel Marx*, n° 59, p.123-138.
- Nyssens M., Petrella F. (2015), « *ESS et ressources communes : vers la reconnaissance d'une diversité institutionnelle. Interpellations croisées* », *Revue française de socio-économie*, n°15/1, p. 117-134.
- Orsi F. (2013), « Elinor Ostrom et les faisceaux de droit : ouverture d'un nouvel espace pour penser la propriété commune », *Revue de la régulation*, 14/2.
- Orsi F. (2015), « Revisiter la propriété pour construire les communs », in Coriat B. (dir.), *Le retour des communs, la critique de l'idéologie propriétaire*, Paris, Les liens qui libèrent, p. 51-67.
- Ostrom E. (2010), *La gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, Bruxelles, De Boeck.
- Ostrom E., Schlager E. (1992), « *Property-Rights Regimes and Natural Resources : A Conceptual Analysis* », *Land Economics*, Vol. 68, No. 3, pp. 249-262.
- Samuelson P. (1954), « The pure theory of Public expenditures », *Review of Economics and Statistic*, novembre.
- Schlager E., Ostrom E. (1992), « Property-Rights Regimes and Natural Resources: A Conceptual Analysis », *Land Economics*, (68/3): 249-262, University of Wisconsin Press.
- Serfaty-Garzon, P. 2003. "L'appropriation." *Dictionnaire de L'habitat et Du Logement*.
- Subirats J. (2016), « Los (bienes) comunes. ¿Oportunidad o espejismo ? », Barcelona, Icaria editorial.